

12 septembre 2016

Le rythme de croissance des remboursements reste modéré

Les données présentées ci-dessous sont des données en date de remboursement corrigées des jours ouvrés.

Près de 4,9 milliards d'euros de dépenses ont été remboursées sur les sept premiers mois de l'année 2016 dans le périmètre de l'Ondam, soit une hausse de 1,4% par rapport à fin juillet 2015 (en période comparable à l'année précédente - PCAP). Cette évolution est en ralentissement par rapport à l'année précédente (+3,3% fin juillet 2015), cette dernière ayant été marquée par un fort rattrapage de liquidations de 2014.

La décélération est particulièrement visible sur les remboursements de soins de ville qui progressent de +1,3% (+4,8% à fin juillet 2015, suite au versement des forfaits de 2013 et 2014 en début d'année 2015). Pour ce qui concerne les dépenses des établissements, la progression est également plus modérée : +1,5% (+2,0% fin juillet 2015),

FORTE DYNAMIQUE D'ÉVOLUTION DES HONORAIRES MÉDICAUX ET DENTAIRES

Les **honoraires médicaux et dentaires** (733 M€) conservent un rythme de croissance soutenu : +3,0% en PCAP (+5,9% fin juillet 2015) et +4,0% en ACM (+4,7% en juillet 2015).

Les remboursements de **généralistes** diminuent en PCAP, -3,7% fin juillet 2016 contre +7,8% fin juillet 2015, le 1^{er} semestre 2015 ayant été fortement impacté par le versement des forfaits MPA, FMT, RMT^(*). Les **consultations de généralistes** progressent de +0,8% en PCAP, en net ralentissement par rapport à 2015 (+3,1% sous l'effet d'une forte grippe en début d'année 2015).

Les dépenses des **spécialistes** évoluent de +6,5% en PCAP et +6,6% en ACM (+5,5% et +4,4% fin juillet 2015). La progression des actes techniques sur la période : +7,5% en ACM (+4,7% en juillet 2015) résulte en partie de l'augmentation des actes techniques effectués en établissements (+9,6% en ACM) en lien avec le rattrapage de liquidation des séjours en établissements (cf. *infra*). Les actes techniques réalisés en cabinets libéraux restent dynamiques (+6,0% en ACM).

Les remboursements des **dentistes** évoluent également moins vite qu'en 2015 : +2,5% en PCAP (vs +4,1%).

LES PRESCRIPTIONS, PRINCIPAL POSTE DE DÉPENSES DE SOINS DE VILLE

Les **prescriptions** (1,32 Md€) constituent plus de la moitié des dépenses de soins de ville, en hausse de +0,9% en PCAP (+5,1% fin juillet 2015).

Le recul du poste **médicaments** (-2,1% en PCAP) s'explique par la forte baisse des remboursements au titre de la rétrocession hospitalière (et notamment de la dispensation des médicaments contre l'hépatite C) : -7,5% en PCAP (contre +59,3% fin juillet 2015).

La **LPP et les produits d'origine humaine** évoluent de façon très dynamique : +7,1% en PCAP (+6,8% fin juillet 2015).

La croissance des remboursements de soins réalisés par les **auxiliaires médicaux** reste soutenue malgré un léger ralentissement : +3,1% en PCAP (+3,6% en 2015). Le rythme d'évolution décélère pour les infirmiers (+2,5% vs +4,0% en PCAP à fin juillet), mais reste élevé pour les masseurs-kinésithérapeutes (+3,8% vs +3,0%).

Les dépenses de **biologie** sont très dynamiques en 2016, +5,5% en PCAP (+4,5% en ACM) contrairement à 2015 (respectivement -0,2% et -0,1% fin juillet 2015).

Au titre des **autres prestations**, les dépenses de **transports** évoluent fortement : +6,3% en PCAP (+5,8% fin juillet 2015), et +8,6% en ACM (+3,7% à fin 2015).

Les dépenses **d'indemnités journalières** poursuivent leur décroissance -6,7% en PCAP (-4,9% fin juillet 2015), suite à la mise en place, en février 2015, d'un nouveau cadre réglementaire de calcul des prestations en espèces, conditionnant ces prestations à un minimum de revenu (10% du plafond annuel de la sécurité sociale). Ainsi les montants versés aux auto-entrepreneurs depuis cette mesure sont en très net retrait, -61,2% en ACM (-17,1% fin juillet 2015 en ACM), et ne représentent plus que 4,2% de la dépense contre 5,5% à fin juillet 2015). La même tendance se retrouve au niveau des prestations en espèces maternité (hors Ondam) qui diminuent pour les mêmes raisons, -18,2% en PCAP et -13,5% en ACM.

LES DÉPENSES DES ÉTABLISSEMENTS

Les versements estimés au titre des dépenses des **établissements publics** sont en légère progression en PCAP (+1,3% vs +0,6 fin juillet 2015). L'évolution très basse de 2015 résultait d'une régularisation exceptionnelle, en 2014, liée au changement de méthode de répartition des dotations hospitalières inter-régimes.

Les dépenses relatives aux **établissements privés** progressent de +5,7% en PCAP (+5,3% fin juillet 2015), portées par le dynamisme de l'ODMCO (+6,7% vs +3,2% fin juillet 2015).

Au titre des dépenses des **établissements du secteur médico-social**, les versements estimés sont stables : -0,2% en ACM (dont -3,4% pour le secteur personnes âgées et +5,1% pour le secteur personnes handicapées), mais diminuent de 2,5% en PCAP.

Tableau 1 : Evolution des dépenses remboursées à fin juillet 2016

RSI – France entière – tous risques En million d'euros	Dépenses brutes cumulées à fin juillet 2016	Taux de croissance à fin juillet 2016			
		PCAP	PCAP-CJO ⁽¹⁾	ACM	ACM-CJO ⁽¹⁾
Soins de Ville (hors contrats)	2 300,7	2,0%	1,3%	2,1%	1,4%
Honoraires médicaux et dentaires	733,3	3,7%	3,0%	4,8%	4,0%
Dont Généralistes	184,1	-3,1%	-3,7%	0,2%	-0,6%
<i>dont consultations généralistes</i>	124,0	1,5%	0,8%	1,6%	0,8%
Dont Spécialistes	408,1	7,3%	6,5%	7,4%	6,6%
<i>dont consultations spécialistes</i>	75,4	1,6%	0,9%	2,8%	1,9%
<i>dont actes techniques</i>	293,1	8,3%	7,5%	8,4%	7,5%
Dont Dentistes	135,5	3,2%	2,5%	3,9%	3,0%
Prescriptions	1 318,5	1,6%	0,9%	1,3%	0,5%
Produits de santé	897,1	0,3%	-0,4%	-0,1%	-0,9%
Médicaments	716,3	-1,4%	-2,1%	-2,1%	-2,8%
<i>officine</i>	609,4	-0,4%	-1,1%	-0,4%	-1,2%
<i>rétrocession</i>	106,9	-6,9%	-7,5%	-11,2%	-11,9%
L.P.P. et Produits d'origine humaine	180,7	7,8%	7,1%	8,6%	7,8%
Auxiliaires médicaux	308,8	3,9%	3,1%	4,2%	3,3%
<i>dont infirmiers</i>	175,4	3,2%	2,5%	3,9%	3,1%
<i>dont masseurs-kinésithérapeutes</i>	109,2	4,5%	3,8%	4,1%	3,3%
Biologie	112,6	6,2%	5,5%	5,4%	4,5%
Autres prestations ⁽²⁾	118,0	5,7%	4,9%	7,6%	6,8%
Dont frais de transport des malades	113,2	7,1%	6,3%	9,5%	8,6%
Indemnités journalières maladie	130,9	-6,7%	-6,7%	-7,3%	-7,3%
Etablissements de santé ⁽³⁾	2 541,1	1,7%	1,5%	1,9%	1,8%
Etablissements sanitaires publics	1 695,9	1,3%	1,3%	0,8%	0,8%
Etablissements sanitaires privés	474,0	6,4%	5,7%	8,2%	7,3%
Dont ODMCO	390,0	7,4%	6,7%	6,6%	5,7%
Dont OQN Soins de Suite et de Réadaptation	63,4	0,7%	0,0%	16,3%	15,3%
Dont OQN Psychiatrie	12,3	-3,9%	-4,5%	9,1%	8,3%
Etablissements médico-sociaux (champ OGD)	371,2	-2,5%	-2,5%	-0,2%	-0,2%
Dont personnes âgées	228,3	-5,6%	-5,6%	-3,4%	-3,4%
Dont personnes handicapées	131,6	2,5%	2,5%	5,1%	5,1%
Contribution Fonds d'Intervention Régional	82,4	1,0%	1,0%	1,5%	1,5%
Soins à l'étranger hors versement CLEISS	3,3	1,3%	1,3%	13,4%	13,4%
Total sur champ ONDAM	4 927,5	1,8%	1,4%	1,9%	1,6%
Prestations en espèces maternité	73,9	-18,2%	-18,2%	-13,5%	-13,5%

(1) Données corrigées des jours ouvrés excepté pour les Indemnités journalières et les établissements de santé publics et médico-sociaux.

(2) Transports et cures. (3) Prise en compte des dotations effectives pour 2014 et 2015.

Source : RSI/SARDE/Portail CREA DIAMAN + données brutes comptables du RSI relatives aux forfaits/dotations globales transmises par la CNAMTS.

Les dépenses de soins de ville en date de soins à fin mai 2016 restent peu dynamiques

Les données présentées ci-dessous sont en date de soins. Les valeurs commentées sont les taux de croissance corrigés des jours ouvrés (sauf IJ maladie).

Les dépenses estimées de soins de ville (1,6 Md€) progressent à fin mai 2016 de +0,4% en PCAP (+3,9% fin mai 2015) et +0,1% en ACM (+1,4% fin 2015). Hors IJ maladie, l'évolution estimée serait de +0,8% en PCAP (+4,8% fin mai 2015) et +0,7% en ACM (+2,3% fin 2015).

LA DYNAMIQUE D'ÉVOLUTION DES HONORAIRES MÉDICAUX ET DENTAIRES SE POURSUIT

Les **honoraires médicaux et dentaires** (525,5 M€) conservent un rythme de progression important : +2,0% en PCAP (+4,3% fin mai 2015) et +2,7% en ACM (+3,6% fin 2015).

L'évolution des remboursements de **généralistes** (-0,6% en PCAP et +0,0% en ACM) résulte principalement de celle des remboursements de **consultations**. Ces derniers diminuent légèrement en PCAP (-0,4% contre +4,8% à fin mai 2015) et sont stables en ACM : +0,1% (+2,2% fin 2015). Ces observations résultent d'une faible activité épidémique en début d'année 2016 alors que les premiers mois de 2015 avaient été marqués par une grippe d'une forte intensité.

Les dépenses des **spécialistes** poursuivent leur progression à un rythme important +3,5% en PCAP (+4,4% fin mai 2015) et +3,9% en ACM (+4,2% fin 2015). Cette dynamique est portée par les dépenses au titre des actes techniques : +3,7% en PCAP (+5,8% fin mai 2015). A *contrario* l'évolution des consultations est plus atone : +0,9% en PCAP (+1,3% fin mai 2015).

Les remboursements des **dentistes** confirment une légère décélération sur la période : +1,0% en PCAP et +2,8% en ACM. Leur niveau de progression reste néanmoins lié à la revalorisation tarifaire de certains soins en juin 2014.

LES PRESCRIPTIONS, PRINCIPAL POSTE DE DÉPENSES DE SOINS DE VILLE

Les **prescriptions** (939,2 M€) diminuent légèrement : -0,2% en PCAP (+5,2% fin mai 2015) et -0,7% en ACM (+1,4% fin 2015). Ce fléchissement résulte principalement de la très forte atténuation **des dépenses de médicaments** depuis près d'un an avec une régression des montants remboursés : -2,8% en PCAP (+6,1% fin mai 2015) et -4,0% en ACM (-0,5% en 2015). Cette très forte décélération est liée principalement à la stabilisation du rythme de dispensation des nouveaux traitements contre l'hépatite C, accompagnée par la mise en place de nouvelles associations et des baisses de prix significatives

de l'ensemble de ces molécules sur la période. L'impact économique de ces différents facteurs a conduit à un recul de plus de 20,0% des montants remboursés de ces molécules contre l'hépatite C en 2015. Cet effet explique l'évolution des dépenses de rétrocession hospitalière qui poursuivent leur recul : -6,9% en PCAP (+44,1% fin mai 2015) et -19,3% en ACM (-5,6% en 2015). Hors rétrocession, la croissance des remboursements de médicaments diminue : -2,1% en PCAP (+1,4% fin mai 2015) et -1,1% en ACM (+0,3% fin 2015).

Les prestations versées au titre de la **LPP et des produits d'origine humaine** conservent un fort dynamisme : +3,9% en PCAP et +4,8% en ACM (+5,8% fin 2015).

La croissance des remboursements de soins réalisés par les **auxiliaires médicaux** reste élevée malgré une petite décélération : +2,3% en PCAP (+4,1% fin mai 2015) et +3,3% en ACM. Le rythme d'évolution ralentit légèrement également pour les infirmiers (+3,1% en PCAP) ainsi que pour les masseurs-kinésithérapeutes (+3,2% en PCAP).

Les dépenses de **biologie** évoluent de +3,8% en PCAP (+0,6% fin mai 2015) et +3,1% en ACM (+1,6% fin 2015).

Les dépenses de **transports** évoluent de +3,9% en PCAP (+4,7% fin mai 2015) et +4,6% en ACM (+4,7% en 2015).

Les dépenses **d'indemnités journalières** poursuivent leur décroissance -5,0% en PCAP et -8,9% en ACM (-10,0% en 2015) en lien avec les nouvelles modalités de calcul des IJ instaurées en février 2015 qui concernent principalement la population auto-entrepreneurs. Ainsi les montants versés à ces derniers depuis un an sont en très net retrait de 65,2% (-6,5% en ACM fin mai 2015).

LES DÉPENSES DES ÉTABLISSEMENTS

Les remboursements au titre des dépenses des **établissements privés** (327,6 M€) progressent de +0,1% en PCAP (+3,1% fin mai 2015) et +1,0% en ACM (+2,2% fin 2015). Parmi ces dépenses, l'ODMCO, principal agrégat de dépenses, progresse de +0,2% en PCAP. Les évolutions ACM sont contrastées entre la stabilité des séjours et le fort dynamisme des dépenses d'hospitalisation à domicile (+7,5%).

Les dépenses de soins de suite et de réadaptation progressent de +0,2% en PCAP (+7,3% fin mai 2015) et +1,4% en ACM (+4,4% en 2015).

Les dépenses de psychiatrie décroissent en PCAP (-1,8% contre +4,3% fin mai 2015). Elles sont quasiment stables en ACM (+0,1% contre +2,8% en 2015). Les montants remboursés restent faibles au regard des autres postes.

Tableau 2 : Evolution des dépenses estimées en date de soins à fin mai 2016

RSI – France entière – tous risques En million d'euros	Dépenses estimées cumul à fin mai 2016	Taux de croissance à fin mai 2016			
		PCAP	PCAP-CJO ⁽¹⁾	ACM	ACM-CJO ⁽¹⁾
Soins de Ville (hors contrats)	1 644,4	3,0%	0,4%	1,7%	0,1%
Soins de Ville hors IJ maladie (hors contrats)	1 548,7	3,6%	0,8%	2,4%	0,7%
Honoraires médicaux et dentaires	525,5	5,2%	2,0%	4,8%	2,7%
Dont Généralistes	132,5	1,9%	-0,6%	1,7%	0,0%
<i>dont consultations généralistes</i>	90,5	2,7%	-0,4%	2,2%	0,1%
Dont Spécialistes	293,2	6,9%	3,5%	6,1%	3,9%
<i>dont consultations spécialistes</i>	54,4	4,1%	0,9%	2,7%	0,7%
<i>dont actes techniques</i>	208,8	7,0%	3,7%	6,5%	4,3%
Dont Dentistes	95,8	4,7%	1,0%	5,0%	2,8%
Prescriptions	939,2	2,4%	-0,2%	0,8%	-0,7%
Produits de santé	637,6	1,1%	-1,5%	-0,7%	-2,4%
Médicaments	507,0	-0,2%	-2,8%	-2,4%	-4,0%
<i>officine</i>	433,9	0,5%	-2,1%	0,6%	-1,1%
<i>rétrocession</i>	73,1	-4,0%	-6,9%	-17,7%	-19,3%
L.P.P. et Produits d'origine humaine	130,5	6,6%	3,9%	6,6%	4,8%
Auxiliaires médicaux	219,9	4,8%	2,3%	4,3%	3,3%
<i>dont infirmiers</i>	123,7	3,3%	3,1%	3,4%	3,5%
<i>dont masseurs-kinésithérapeutes</i>	78,6	6,8%	3,2%	5,4%	3,0%
Biologie	81,6	6,6%	3,8%	4,8%	3,1%
Autres prestations	84,1	6,9%	4,4%	6,2%	4,8%
Dont frais de transport des malades	80,2	6,4%	3,9%	6,1%	4,6%
Indemnités journalières maladie	95,7	-5,0%	-5,0%	-8,9%	-8,9%
Etablissements sanitaires privés	327,6	2,2%	0,1%	2,3%	1,0%
Dont ODMCO	270,3	2,6%	0,2%	2,4%	0,9%
<i>dont séjours</i>	205,4	1,7%	-0,7%	1,4%	0,0%
<i>dont liste en sus</i>	38,8	5,8%	2,6%	4,7%	2,5%
<i>dont hospitalisation à domicile</i>	10,2	1,1%	0,6%	7,7%	7,5%
Dont OQN Soins de Suite et de Réadaptation	44,3	0,8%	0,2%	1,8%	1,4%
Dont OQN Psychiatrie	8,5	-1,9%	-1,8%	0,1%	0,1%

(1) Données corrigées des jours ouvrés excepté pour les Indemnités journalières maladie.

Source : RSI/SARDE

(*) MPA : majoration personne âgée, FMT : forfait du médecin traitant, RMT : rémunération du médecin traitant.